



La croissance de la population active pèse sur le marché du travail régional

Entre 2006 et 2013, la croissance des emplois est forte en Corse. Pourtant, le nombre de demandeurs d'emploi ne cesse de progresser. Cela tient en grande partie au dynamisme de la population active, sous l'effet combiné d'un apport migratoire important, d'une hausse des taux d'activité et d'un effet démographique.

En particulier, plus de la moitié de la croissance des actifs est due à l'augmentation du nombre de seniors (50 ans ou plus), en lien avec les nombreuses mesures visant à les maintenir en emploi. Cela se traduit également par une progression en volume de leur inscription à Pôle emploi mais leur taux de chômage reste mesuré (6,1 %). Pour les 25-49 ans, ce sont les migrations et l'accroissement du taux d'activité féminin qui expliquent l'augmentation de la population active : huit de ces nouveaux actifs sur dix sont en emploi. En revanche, la population active des jeunes croît très peu mais leur entrée sur le marché du travail est plus problématique : 28 % des jeunes sortis du système scolaire et se positionnant sur le marché du travail sont au chômage. Ces évolutions différenciées conduisent à un vieillissement prononcé de la population active de l'île.

Magali Bonnefont, Insee

Entre 2006 et 2013, la situation sur le marché du travail se dégrade en Corse. Le nombre de demandeurs d'emploi sans aucune activité et inscrits à Pôle emploi augmente fortement avec 4 000 personnes supplémentaires, soit une hausse de 31 % (figure 1). Sur la même période, le taux de chômage régional annuel progresse de 1,1 point atteignant 10,2 % de la population active. Il reste légèrement supérieur à la moyenne métropolitaine (encadré 1). Pourtant, le dynamisme économique de l'île est globalement favorable sur cette période. La Corse est même la région métropolitaine où l'emploi augmente le plus (+ 14 %, soit 15 000 emplois de plus). Ce paradoxe apparent tient en grande partie à la croissance de la population active dans un marché du travail fermé.

La Corse : un marché du travail isolé

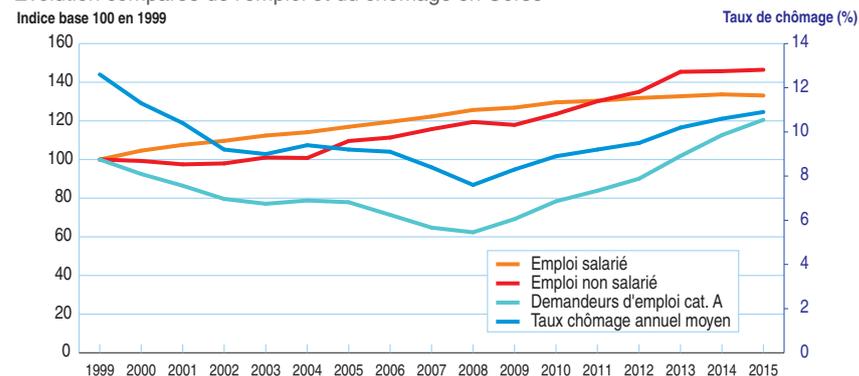
Le marché du travail corse peut être qualifié de fermé ou d'isolé car il doit s'équilibrer à court terme sans compter sur la population résidente des zones voisines et/ou les opportunités d'emploi

des bassins proches. Dans la région, une partie de l'adaptation sur le marché du travail passe donc, plus qu'ailleurs, par des migrations résidentielles (déménagements) plutôt que par des migrations alternantes. Effectivement, les personnes résidant dans l'île peuvent difficilement occuper un emploi à l'extérieur de la région (compte tenu des temps et des coûts de transport) sauf à y déménager. Inversement, occuper un emploi sur l'île impose le plus souvent d'y résider.

La variation du chômage de la zone peut alors être considérée, du point de vue quantitatif, comme la résultante d'évolutions entre la force de travail disponible (population active résidente) et les opportunités d'emplois (salariés et non salarié) de l'économie. Tout différentiel des deux contribue à accroître ou à faire baisser le nombre de chômeurs. Bien entendu, d'autres facteurs qualitatifs peuvent jouer sur l'équilibre du marché du travail qui apparaît comme

1 Hausse simultanée de l'emploi et du chômage sur la période récente

Evolution comparée de l'emploi et du chômage en Corse



Source : Insee, Estimations annuelles d'emploi localisées, Taux de chômage localisés - Dares-Pôle Emploi, DEFM catA au 31/12



PRÉFET DE CORSE



segmenté et hétérogène. Des déséquilibres peuvent être liés à l'inadéquation entre la qualification des travailleurs et les besoins en compétences des entreprises. Ils dépendent aussi de la qualité de l'emploi proposé et recherché : type de contrat et salaire.

La croissance de la population active devient plus forte que celle des emplois

Entre 1999 et 2005, l'emploi total progressait plus fortement que la population active permettant ainsi de réduire le chômage. Depuis, cette tendance s'est inversée.

L'emploi salarié, en forte augmentation jusqu'en 2008, ralentit ensuite : son taux de croissance annuel souvent supérieur à 2 % passe en deçà des 1 % par an. Parallèlement, l'emploi non salarié également en hausse, devient plus dynamique à partir de 2010 avec la mise en place du statut d'autoentrepreneur. Néanmoins, cette évolution importante ne compense que partiellement le ralentissement de l'emploi salarié. Ainsi, entre 2006 et 2013, l'emploi total continue d'augmenter, mais à un rythme plus faible que sur la période précédente (- 2 points).

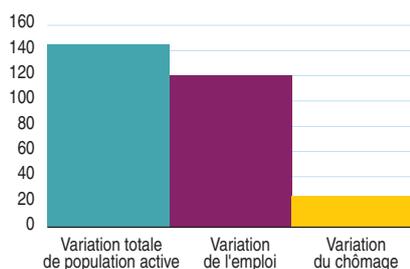
En revanche, la croissance de la population active se poursuit à un rythme soutenu après 2006 (+ 2,1 % par an contre + 0,65 % au niveau France métropolitaine). Cela représente plus de 2 600 actifs supplémentaires par an sur l'île.

Le marché du travail insulaire n'arrive plus à intégrer ce surcroît d'actifs (figure 2).

2 145 nouveaux actifs pour 1 000 actifs en 2006

Variation de la population active entre 2006 et 2013 et sa répartition entre emploi et chômage en Corse

Taux pour 1 000 actifs en 2006



Lecture : parmi les 145 actifs supplémentaires pour 1 000 actifs présents en 2006, 120 sont en emploi et 25 au chômage.

Source : Insee, Recensements de la population 2006 et 2013

Trois facteurs favorables à la croissance de la population active

La variation de la population active est le résultat de trois effets qui jouent positivement dans la région (méthodologie).

En premier lieu, le nombre d'actifs croît sur la période 2006-2013 car la population régionale augmente sous l'effet des migrations résidentielles. Ainsi, 58 % de la croissance de la population active est liée à l'arrivée de nouveaux habitants, ceux-ci étant principalement des personnes en âge

Encadré 1 Chômeurs au sens du BIT et demandeurs d'emploi : deux concepts qui se recoupent imparfaitement

Le chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) est mesuré par l'enquête Emploi de l'Insee, tandis que l'inscription à Pôle emploi correspond à une démarche administrative.

Est chômeur au sens du BIT toute personne de 15 ans ou plus qui répond à trois conditions : ne pas avoir travaillé au moins une heure pendant une semaine de référence, être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours et avoir recherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans les trois mois. Cette mesure est harmonisée au niveau international, et c'est cette valeur qui est utilisée pour calculer le taux de chômage en le rapportant à la population active.

Les demandeurs d'emploi en catégorie A sont quant à eux inscrits à Pôle emploi ; ils n'ont pas travaillé au cours du mois et sont tenus d'effectuer des actes positifs de recherche d'emploi.

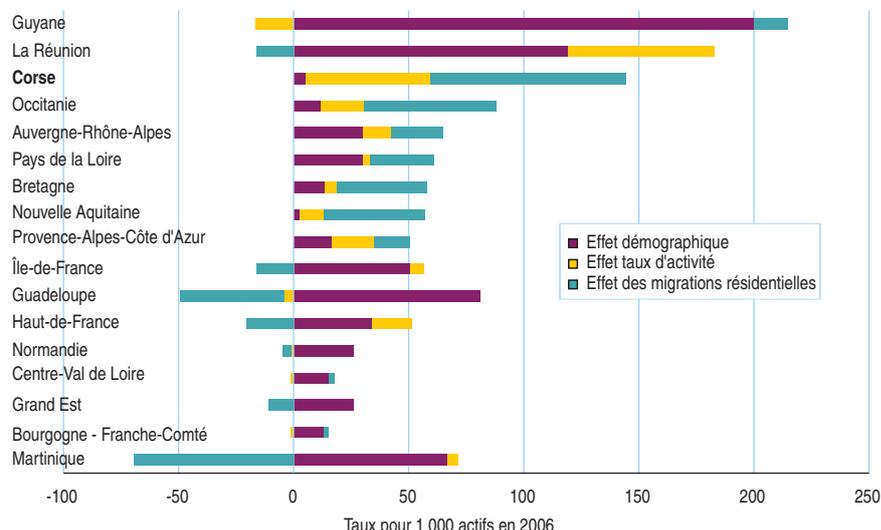
Si l'inscription à Pôle emploi en catégorie A et le chômage au sens du BIT sont deux réalités proches, elles ne se recoupent pas parfaitement. En particulier, l'inscription à Pôle emploi n'est pas considérée en soi comme une démarche active de recherche d'emploi au regard des critères du BIT et inversement, un chômeur au sens du BIT n'est pas forcément inscrit à Pôle emploi en catégorie A.

De même, certains événements peuvent affecter le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A sans avoir le même impact sur le nombre de chômeurs au sens du BIT, ou inversement, comme les réformes ou changements de règles dans le suivi, l'accompagnement ou l'indemnisation des demandeurs d'emploi. Toutefois, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A et le nombre de chômeurs au sens du BIT évoluent la plupart du temps de manière relativement similaire.

Les taux de chômage régionaux, (taux de chômage localisés) synthétisent les informations de l'enquête emploi (chômage au sens du BIT) et des DEFM (chômage répertorié).

3 La Corse parmi les régions au plus faible effet démographique

Décomposition de la variation 2006-2013 de la population active selon les trois effets par région



Source : Insee, Recensements de la population 2006 et 2013

de travailler. La Corse est même la région de France où cet effet est le plus fort avec 85 nouveaux actifs pour 1 000 actifs présents en 2006 (figure 3). Au contraire, dans certaines régions, cet effet est négatif. C'est le cas en particulier pour la Normandie, l'Île-de-France, les Hauts de France et le Grand-Est en métropole ainsi que pour la plupart des départements d'Outre Mer (hormis la Guyane).

En second lieu, l'augmentation des taux d'activité des personnes résidant en Corse en 2006 génère à elle seule 38 % de la croissance de la population active, soit beaucoup plus qu'en moyenne métropolitaine (18 %). La Corse est également la première région de France métropolitaine où l'effet taux d'activité est le plus important avec 54 actifs supplémentaires pour 1 000 présents en 2006. Seule La Réunion a un taux supérieur.

Enfin, l'effet démographique conduit à un nombre légèrement plus élevé de personnes actives. Sans variation des taux d'activité et sans migration, la population active régionale n'aurait en effet progressé que de 4 %. La Corse est l'une des régions

où l'effet démographique joue le moins avec la Nouvelle-Aquitaine (moins de 6 actifs nouveaux pour 1 000 en début de période).

Cependant, cette croissance de la population active diffère selon les âges et les effets explicatifs varient selon les tranches d'âge considérées. Ainsi, la population active n'est pas simplement plus nombreuse, elle s'est transformée.

Les séniors de plus en plus nombreux sur le marché du travail

Plus de la moitié de la croissance de la population active est due à la présence accrue de séniors (50 ans ou plus) sur le marché du travail. Cela représente près de 10 000 personnes supplémentaires entre 2006 et 2013, soit 1 400 personnes de plus en moyenne par an.

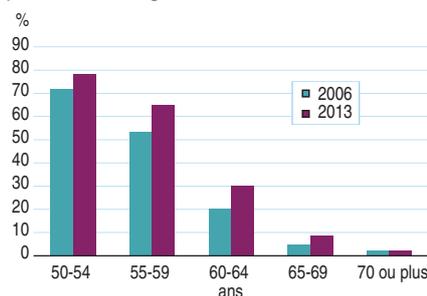
D'abord, ces générations sont plus nombreuses du fait de l'arrivée des baby boomers dans ces tranches d'âge. Ainsi, sur la période, le simple effet démographique explique 30 % du développement de la population active sénior.

Mais surtout, le taux d'activité des plus âgés progresse fortement (+ 4 points). Chez les 55-59 ans et les 60-65 ans notamment, il croît de 10 points en sept ans (figure 4). De ce fait, la hausse des taux d'activité contribue pour moitié à la croissance de la population active de cette classe d'âge.

Elle est liée à l'effet des nombreuses mesures visant à les maintenir sur le marché du travail. En particulier, le recul de l'âge légal de la retraite et l'augmentation progressive du nombre de trimestres nécessaires pour obtenir une retraite à taux plein incitent les séniors à conserver plus longtemps leur emploi.

4 Le taux d'activité des cinquantenaires et des sexagénaire en forte hausse

Taux d'activité des 50 ans ou plus par tranche d'âge en 2006 et 2013 en Corse



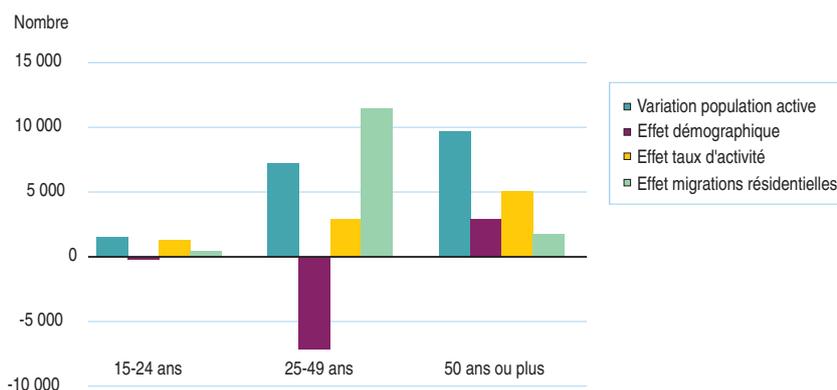
Source : Insee, Recensements de la population 2006 et 2013

Parallèlement, la réforme des différents dispositifs de cessation anticipée d'activité rend plus difficiles les départs précoces. Ainsi, l'augmentation des taux d'activité des séniors traduit essentiellement leur maintien dans l'emploi (8 actifs supplémentaires sur 10 déjà présents) et donc la hausse du taux d'emploi des plus âgés (+ 10 points pour les 55-59 ans et + 9 points pour les 60-69 ans).

Mais ces dispositifs engendrent aussi un accroissement du nombre d'entrées à Pôle emploi des personnes de 50 ans ou plus ainsi qu'un allongement de leur durée d'inscription dans l'attente de leur retraite. La demande d'emploi augmente ainsi de 91 % sur sept ans pour atteindre 3 300 personnes fin 2012 en catégorie A. Ceux au chômage de longue durée sont en

5 La population active des 25-49 ans baisserait sans les migrations

Variation absolue de la population active entre 2006 et 2013 par tranche d'âge selon les trois effets en Corse



Source : Insee, Recensements de la population 2006 et 2013

Encadré 2

Forte autonomie des marchés du travail locaux mais dynamique généralisée de la population active

Les différentes zones d'emploi de l'île, compte tenu du relief et des temps de transport fonctionnent de manière relativement autonome. Plus de 90 % des emplois y sont occupés par des résidents de la zone.

Toutes connaissent ce phénomène de croissance simultanée de l'emploi et du nombre de demandeurs d'emploi entre 2006 et 2013. Comme au niveau régional, cela s'explique essentiellement par une hausse de la population active, sous l'effet combiné des migrations résidentielles et de l'accroissement des taux d'activité.

Les zones de Porto-Vecchio, Ghisonaccia et Calvi-Ile-Rousse enregistrent la plus forte croissance de la population active. Avec Sartène-Propriano, ce sont également les plus impactées par l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi. En effet, en sept ans, le nombre d'inscrits à Pôle emploi sans aucune activité progresse de plus de 60 % sur la zone de Sartène-Propriano et de 40 % en moyenne sur les autres.

Pour autant, la demande d'emploi régionale reste concentrée dans les zones d'emploi à vocation urbaine d'Ajaccio et de Bastia qui regroupent les deux tiers des inscrits. Cette part est toutefois plus faible que celle de la population active (les trois quarts).

hausse de 79 % contre 15 % toutes catégories d'âge confondues. La dégradation du marché du travail pour les séniors est donc particulièrement élevée en Corse mais s'observe dans toutes les régions (+ 63 % de catégorie A en moyenne métropolitaine).

Néanmoins, rapportée à la population active, cette croissance de la demande d'emploi reste mesurée. Le taux de chômage des 50 ans ou plus ne progresse que de 1,5 point en sept ans (comme en moyenne métropolitaine). En 2013, il s'établit à 6,1 % de la population active, soit 4 points de moins que l'ensemble de la population de l'île et 0,5 point de moins que le niveau national.

La population active des 25-49 ans augmente sous l'effet des migrations et de l'activité féminine

Les adultes (25-49 ans) représentent 40 % de la croissance de la population active, soit près de 1 000 personnes par an, alors que cette tranche d'âge baisse naturellement sous l'effet de l'arrivée de générations moins nombreuses dans cette catégorie d'actifs. Ce seul effet démographique ferait diminuer la population active des 25-49 ans de 1 000 personnes par an entre 2006 et 2013 (7 000 personnes sur l'ensemble de la période) (figure 5).

Il est néanmoins compensé par les effets des migrations et de la hausse des taux d'activité.

Avec un apport annuel de 1 600 personnes

actives sur le territoire insulaire, l'effet migratoire est très important. Les migrations de population sont en effet fortement concentrées sur cette tranche d'âge, et ce pour les deux sexes.

Ensuite, l'effet taux d'activité fait croître la population active adulte de près de 400 personnes par an. Il est dû pour les 4/5^e à l'augmentation de l'activité féminine. En effet, alors que le taux moyen d'activité des hommes stagne entre 2006 et 2013, celui des femmes augmente encore de 5 points (passant de 75 % à 80 % en sept ans).

Cette forte variation du nombre d'actifs traduit essentiellement une croissance de l'emploi (8 nouveaux actifs sur 10). En particulier, le taux d'emploi des femmes âgées de 25 à 49 ans progresse de 4 points pour atteindre 68 %.

Parallèlement, le nombre de demandeurs d'emploi adultes croît de 16 % avec une hausse plus mesurée pour les femmes (+ 12 %). Ainsi, si l'intégration des femmes sur le marché du travail demeure difficile avec un taux de chômage de 11,4 % en 2013, ce taux reste stable dans le temps et l'écart avec le taux de chômage des hommes se réduit.

Les jeunes sortis du système scolaire durement touchés par le chômage

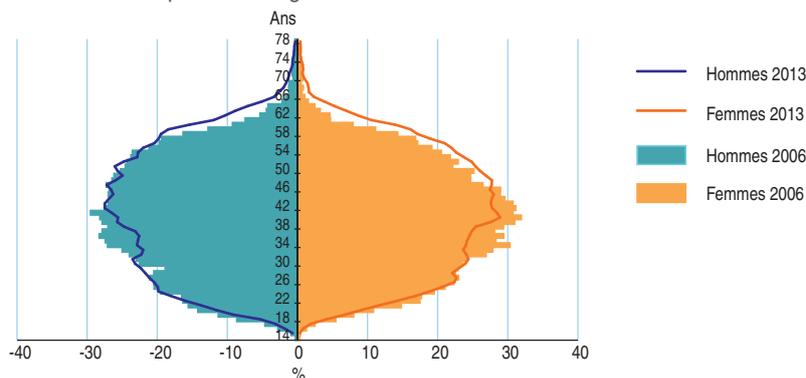
La population active des jeunes (15-24 ans) croît très peu, d'à peine 200 personnes par an, soit 8 % de la croissance totale. Sur cette classe d'âge, l'effet démographique est négatif et l'apport migratoire faible.

Cette légère augmentation est donc très largement imputable aux variations de l'activité des jeunes. Le taux d'activité des 15-24 ans progresse de 4 points et atteint 44 % en 2013. Il est plus élevé qu'en moyenne française en lien avec l'entrée précoce des jeunes insulaires sur le marché du travail. La part de ceux sortis du système scolaire est de 52 %, supérieure de 4 points à la moyenne métropolitaine.

Or, c'est la seule tranche d'âge où le partage entre emploi et chômage est défavorable, ces nouveaux actifs se retrouvant plus souvent au chômage (6 sur 10). Ainsi, chez les moins de 25 ans, le taux d'emploi augmente à peine (+ 1 point). En revanche, la demande d'emploi croît fortement (+ 1 000 personnes inscrites à Pôle emploi en sept ans, soit + 46 %) et le taux de

6 Une part d'actifs âgés en forte hausse

Répartition des actifs par sexe et âge en 2006 et 2013



Source : Insee, Recensements de la population 2006 et 2013

chômage progresse de 3,7 points atteignant 28 % en 2013.

Cela traduit les difficultés de ces nouveaux arrivants à s'insérer sur le marché du travail, difficultés accrues par leur manque d'expérience professionnelle et leur faible niveau de formation.

Une croissance généralisée mais une pyramide des actifs de plus en plus déséquilibrée

En Corse, la croissance de la population active concerne donc tous les âges. Très peu de régions sont encore dans ce cas : l'Auvergne-Rhône-Alpes, la Nouvelle-Aquitaine et l'Occitanie.

Toutefois, en raison des évolutions différenciées selon les tranches d'âges, la pyramide des âges des actifs se transforme fortement sur l'île. Si la part des moins de 30 ans dans la population active se maintient entre 2006 et 2013, celle des trentenaires et quadragénaires diminue d'ores et déjà malgré l'effet très favorable des migrations dans ces tranches d'âge. Ainsi, les plus de 45 ans chez les femmes et les plus de 55 ans chez les hommes représentent une part croissante des actifs (figure 6).

Or, les facteurs influant sur l'augmentation de la population des 50 ans ou plus devraient continuer d'agir dans les années futures.

D'une part, la population des 50-64 ans devrait encore s'accroître d'ici 2050 de près de 10 %, sous l'effet combiné de l'arrivée à ces âges de générations encore nombreuses et de l'attractivité du territoire (migrations résidentielles). C'est ainsi

grâce aux plus de 50 ans que la population d'âge actif se maintiendra en volume dans la région, le nombre de jeunes et surtout de 25-49 ans diminuant sur le long terme.

D'autre part, les réformes des retraites n'ont pas encore produit tous leurs effets. Ces mesures devraient continuer à jouer positivement sur le taux d'activité des 55 ans ou plus en augmentant leur propension à rester sur le marché du travail dans les prochaines années et donc leur taux d'activité.

Toutefois, ce vieillissement de la population active est également de nature à générer de forts besoins de remplacement des emplois lors des départs progressifs à la retraite et d'offrir par-là même des opportunités plus nombreuses d'emplois aux jeunes qui cherchent à s'insérer sur le marché du travail insulaire. ■

Méthodologie

Équilibrage du marché du travail

Les données de cette étude sont issues d'un modèle d'équilibrage du marché du travail qui a pour objet de mesurer l'évolution de la population active entre deux périodes et de déterminer les facteurs qui ont conduit à cette évolution. Celle-ci peut se décrire de deux manières.

Selon l'**approche qualifiée de sociodémographique**, la variation de la population active est le résultat de trois effets : un effet démographique lié au vieillissement des actifs initialement présents sur un territoire ; un effet lié aux migrations résidentielles d'actifs ; un effet lié à la variation d'activité au cours d'une période. L'effet lié au vieillissement des actifs est calculé à partir d'une estimation de population en fin de période en faisant simplement vieillir la population de début de période, à laquelle sont appliqués les taux de survie à chaque âge entre les deux périodes. L'effet lié aux migrations résidentielles n'est pas directement estimé, il est obtenu comme solde entre la variation de la population active et l'addition de l'effet lié au vieillissement et de l'effet lié à l'activité. Les effets calculés par tranche d'âge peuvent être différents des effets au niveau régional.

Selon l'**approche du marché du travail**, l'évolution de la population active est la somme de trois composantes : l'évolution du nombre d'emplois, l'évolution du nombre de chômeurs sur une période et les migrations alternantes entre la zone étudiée et les zones voisines.

Ces deux approches permettent de mettre en évidence la manière dont les interactions entre les phénomènes démographiques et économiques conduisent à l'ajustement entre offre et demande d'emploi.

Définitions

La **population active** comprend les personnes en emploi et les chômeurs en recherche d'emploi, au sens du **recensement de la population**. Elle est considérée au lieu de résidence.

Les personnes résidant sur un territoire peuvent être en emploi sur ce même territoire ou se déplacer entre leur zone d'emploi de résidence et la zone d'emploi de leur lieu de travail : **on parle de migrations alternantes ou de navettes domicile-travail**.

Une **zone d'emploi** est un espace à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent. Cette partition du territoire est adaptée pour l'analyse du fonctionnement des marchés locaux du travail.

Le **taux d'activité** rapporte le nombre d'actifs à la population, le **taux d'emploi** celui des actifs en emploi à la population.

Sources

Seuls les **taux de chômage** localisés sont utilisés dans cette étude (encadré 1). Le nombre de demandes d'emploi provient de la **Statistique mensuelle du marché du travail** (STMT) issue des fichiers de gestion de Pôle emploi. Elle porte sur l'ensemble des demandeurs d'emploi inscrits, entrés ou sortis des listes un mois donné. Seules les catégories A sont considérées c'est à dire les demandeurs d'emploi sans aucun emploi tenus d'en rechercher un. Les projections de populations sont issues du modèle **Omphale 2017**.

Insee Corse
Résidence du Cardo,
rue des Magnolias
CS 70 907
20700 Ajaccio cedex 9

Directeur de la publication :
Olivier Léna

Rédactrice en chef :
Angela Tirroloni

ISSN : 2416-8068

© Insee 2017

Pour en savoir plus

- « Report de l'âge de la retraite et taux d'emploi des séniors: le cas de la réforme des retraites de 2010 », Insee Analyse n° 30, janvier 2017
- « Emploi, chômage, population active : bilan de l'année 2014 », Dares Analyses n° 50, juillet 2015

